le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 FEVRIER AU 6 MARS 1991

N° 817

10,00 F

UNIVERSITÉS DE PARIS Bibliothèque de documentation interuniversitaire contemporaine

EDITORIAL

Ils reviendront les assassins, couverts de gloire faisandée. Ils reviendront, le « devoir » accompli. La sale besogne est en cours d'achèvement. le 23 février, l'offensive terrestre fut décidée. En l'espace de douze heures, les paras américains, disait-on de source koweïtienne, étaient déjà à Koweït-City. D'autres membres de la coalition avaient mis un pied en Irak. Et les « journalistes » de s'étonner du peu de résistance offerte par la soldatesque irakienne. Le seul fait de savoir qu'un île, au large du Koweït, a été rasée par une bombe de 7 000 kg permet de supposer que ce sont des adversaires terrés et morts de trouille que les coalisés ont rencontré sur leur chemin. D'autant que depuis un mois les bombes les plus diverses étaient larguées à foison. On a même parlé de bombes aux effets, en miniature, semblables à ceux de la bombe atomique. Cette guerre a été l'occasion de tester des armes modernes, qui n'ont de conventionnelles que le nom. Cruel mélange de Verdun et d'Hiroshima, l'enfer a bel et bien déferlé dans cette partie du globe non seulement sur les troupes de Saddam Hussein, mais aussi sur les populations civiles irakienne et koweïtienne. Que restera-t-il de ces deux pays après l'assaut ? Le Koweït, un pays d'un peu plus de 20 000 kilomètres carrés de sable, un nombre de 400 000 citoyens... ça n'était déjà pas vraiment un pays, alors demain ? Le cheik Jaber régnera-t-il, bientôt, sur une base occidentale de 500 000 hommes ? Une nouvelle Diego-Garcia ! A moins que ce rôle soit réservé à un Irak démentelé. La politique de la canonière, bien connue en Chine au cours du XIXe siècle et au-delà, qui semblait démodée reprend tout son sens. Comme, naguère, on se partagea la Chine entre grandes puissances, on peut supposer un tel partage de cet « homme malade » qu'est le Proche-Orient. Foin de néo-colonialisme ! Les empires coloniaux ne demandent qu'à renaître. Déjà, une armée de bâtisseurs envahit la région du Golfe en vue de mener à bien la reconstruction. A quand l'arrivée du petit Père blanc missionnaire (Dieu est si souvent évoqué dans les deux camps) ? A moins que le *golden boy* de la *hight tech* l'ait remplacé définitivement. Une autre religion en somme, pour une nouvelle coisade !

PARIS
Rassemblement des opposants à la guerre, dimanche 3 mars, 15 h, au Sacré-Cœur, rue Cardinal-Dubois (en haut du funiculaire)
Collectif contre la guerre du 18e

T2137 - 817 - 10,00 F

AU DELA DU FRONT

Sanglants « exploits »

« *Farce cruelle* » pour George Bush, « *diplomatie de propagande* » pour François Mitterrand. D'un revers de manche l'« espoir » de voir cesser le massacre a été balayé. Les dernières propositions de Bagdad méritaient bien pourtant un cessez-le-feu si l'on devait s'en tenir aux résolutions de l'ONU.

La crédulité n'est jamais récompensée, au moins aussi dangereuse que la censure, elle va laisser dans un profond désarroi ceux qui ont cru que cette guerre était celle du droit, ce qui eut été une première venant des Etats et des chefs de bandes organisées.

Et comme cette crédulité nous guette à chaque coin de rue, il nous faut repréciser certaines choses et notamment quant aux ultimes gesticulations soviétiques.

Encore aujourd'hui l'« Appel des 75 » et la Fédération anarchiste avec, sont dans la rue, mais qu'on ne s'y trompe pas, si la guerre des Etats où finalement ce sont toujours les peuples qui trinquent, n'est jamais nôtre, nous ne saurions nous illusionner et illusionner qui que ce soit sur les motivations et les intérêts des classes dirigeantes à ramener la paix.

Cessez-le-feu immédiat, oui et sans états d'âme car la guerre n'a jamais servi qu'à confisquer des vies, le plus souvent innocentes, celle-ci en l'occurrence ne nous a jamais tant éloignés des indispensables négociations sur les nombreuses zones de troubles (Palestine, Liban, Kurdistan).

Aussi, sachons raison garder, entre la guerre à outrance des Etats-Unis, déguisée cyniquement en instauration d'un « nouvel ordre international de paix » et le plan de paix soviétique qui pourrait être résumé en une ultime tentative de voir le régime du dictateur Saddam Hussein sauvé du désastre, nous ne saurions choisir. Farce cruelle, en effet, mais pour tous les peuples, otages à la fois de la volonté de puissance des Etats-Unis d'un côté et de la survie d'un régime honni de l'autre côté.

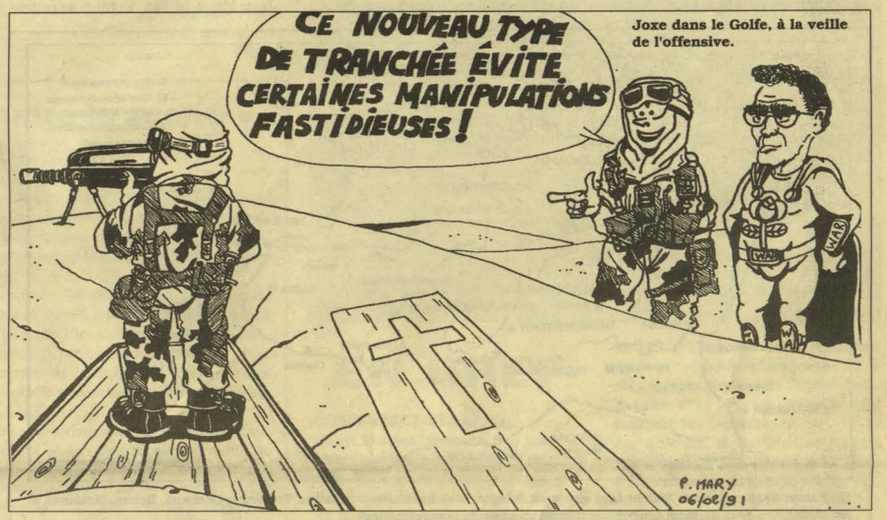
Loin de déplorer la fin des combats, il nous faut cependant garder nos distances d'avec le plan de paix soviétique, qui recèle de lourdes ambiguïtés qui pourraient bien donner du crédit aux accusations faites au mouvement anti-guerre de soutenir Saddam Hussein, cela nous le dénonçons, par avance.

Saddam Hussein a été et est encore le larbin des puissances occidentales. Dans sa guerre contre l'Iran, il le fut et dans l'invasion du Koweït, il fut l'instrument de sombres projets impérialistes ; encore aujourd'hui il est prêt à s'aplatir devant ses maîtres pour sauver sa peau. Son peuple, il s'en fiche comme d'une guigne, et l'on veut bien penser que s'il donne quelques assurances pour laisser la « communauté internationale » se repaître de nouveaux marchés sur le dos et la sueur des peuples - dont le sien - il aura bien la vie sauve et son régime sera préservé.

Rien n'indique, pourtant, qu'il en soit ainsi. La fureur de vaincre est à son comble. Les soldats de part et d'autre sont prêts à s'étriper, et la victoire semble n'être complète pour Washington qu'en entrant en fanfare dans Bagdad, ce qui promet d'être dur et meurtrier.

Contre la guerre, contre les Etats, peuples solidaires !

Fédération anarchiste,
Paris, le 19 février 1991



Joxe dans le Golfe, à la veille de l'offensive.

MEMOIRE EN DEFENSE

« Révisionnisme » : le nouvel antisémitisme

En France, depuis plus de dix ans, des individus nient la réalité des camps d'extermination et l'élimination des Juifs, Tziganes et autres « peuples et groupes inférieurs » (voir encadré p. 2) planifiée par le régime nazi. Ces prétendus historiens, qui cherchent à gommer la réalité du génocide, se font appeler « révisionnistes ». Ceux-ci, sans prendre en compte les méthodes de recherche qui imposent la vérification et le recoupement des sources, prétendent à partir d'un document isolé démontrer l'inexistence d'un phénomène plus large, niant ainsi la réalité. Il ne s'agit donc pas d'un travail scientifique, mais d'une volonté de négation. L'apparition de ces « révisionnistes », que nous appellerons plus justement négateurs, est antérieure aux années 70. Ainsi, les nazis, eux-mêmes, utilisaient un langage codé : le gazage était appelé « traitement spécial » et l'extermination nommée « solution finale » (1).

Himmler, lors du congrès des généraux SS du 4 octobre 1943, à Posen, expliquait pourquoi fallait-il camoufler le génocide : « *je voudrais aussi vous parler très franchement d'un sujet extrêmement important. Entre nous, nous allons l'aborder franchement et cependant en public nous ne devons jamais en parler. Je voudrais parler de l'évacuation des Juifs, de l'extermination du peuple juif. Voilà, une chose dont il est facile de parler. C'est clair, c'est dans notre programme : élimination des Juifs, extermination : nous ferons cela, c'est une page glorieuse de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne le sera jamais* » (2).

« En oubliant le passé, on se condamne à le revivre. »
Didier Daeninckx

Ainsi, la procédure d'extermination portait déjà en elle-même les germes de sa négation. Les nazis ont cherché à supprimer toutes les traces du génocide en détruisant systématiquement les camps lorsqu'ils ne pouvaient plus les utiliser : après les révoltes de Treblinka et les évasions de Sobibor, ces camps furent rasés. De même, lorsque les troupes soviétiques approchaient d'Auschwitz, les crématoires étaient incendiés, détruits ou transformés afin de supprimer toutes les traces du crime.

Etrangement, après la guerre, c'est un ancien déporté, Paul Rassinier, qui reprend à son compte l'entreprise de désinformation de ses bourreaux nazis. Militant SFIO en 1934, puis résistant dès 1941, il est arrêté et déporté en 1943 au camp de concentration de Buchenwald, puis de Dora (3). A la Libération, il rejoint la SFIO, avant de la quitter pour le mouvement anarchiste. En 1948, il publie un premier livre autobiographique sur les camps de concentration, *Passage de ligne*, où il décrit sa vie quotidienne de déporté. Dans cet ouvrage, il dénonce les violences des kapos (4) qui étaient, selon lui, le plus souvent membres du Parti communiste. En 1950, date à laquelle il écrit *Le Mensonge d'Ulysse*, Rassinier se livre à une critique systématique des autres témoignages sur la déportation, les considérant comme inexacts.

En 1961, Rassinier est exclu de la Fédération anarchiste pour avoir écrit dans le journal antisémite et ultra-réactionnaire *Rivarol* (5). Par la suite, il se range définitivement du côté de l'extrême droite, écrivant dans ses journaux et publiant ses écrits aux Sept couleurs, à la Librairie française et aux Nouvelles Editions Latines (6). Dès 1959, il avait contesté le nombre de victimes (7) de façon sordide et grotesque, le génocide ayant fait selon lui de : « 896 892 à 1 435 292 » morts. Tous les autres Juifs ayant émigré vers les Etats-Unis, la Palestine ou l'Afrique du Sud (8). En 1967, année de sa mort, Rassinier change les bourreaux en victimes dans son livre *Les responsables de la Seconde Guerre mondiale*, où il accuse les Juifs d'avoir déclaré la guerre à Hitler (!).

(lire suite p. 2)

F° P. 2520

« Révisionnisme » : le nouvel antisémitisme

« Face à un Eichman réel, il fallait lutter par la force des armes et, au besoin, par les armes de la ruse. Face à un Eichman de papier, il faut répondre par du papier. Nous sommes quelques-uns à l'avoir fait et nous le ferons encore. Ce faisant, nous ne nous plaçons pas sur le terrain où se situe notre ennemi. Nous ne « discutons » pas, nous démontons les mécanismes de ses mensonges et de ses faux, ce qui peut être méthodologiquement utile aux jeunes générations. »

Pierre Vidal-Naquet

(suite de la une)

Après la mort de Rassinier, les négateurs se succèdent, principalement en Allemagne et aux Etats-Unis, mais leur audience est insignifiante et ils n'obtiennent aucun écho. Jusqu'au jour où Faurisson, utilisant les mécanismes d'une presse toujours à la recherche de sensationnel, fait son apparition.

Les méthodes de recherche adoptées par Faurisson sont bien plus que douteuses. Comme certains historiens pratiquent volontiers l'amalgame et l'anachronisme pour utiliser des concepts étrangers à la période historique qu'ils étudient (le cas le plus flagrant étant celui de la Vendée, pour laquelle des historiens utilisent le terme de génocide), Faurisson profite de ce manque de rigueur. Il se lance dans des palabres et des digressions pour dévier l'attention de ses interlocuteurs afin d'isoler un fait de son contexte. Ce qui permet ensuite à Faurisson de ne pas prendre en compte :

— les documents des nazis sur les camps d'exterminations, parce qu'ils ont été prétendument fabriqués ;

— les témoignages des nazis parce qu'ils auraient été obtenus par la torture (!) ;

— l'intégralité de certains documents parce qu'il les tronque, les falsifie ou, sciemment, les traduit mal. Procédé que Faurisson utilise dans le cas des carnets du docteur Kremer, pièce maîtresse de son argumentation et dans lesquels ont lit pourtant : « *j'ai assisté pour la première fois à une action spéciale. En comparaison, "L'Enfer" de Dante me paraît une comédie. Ce n'est pas pour rien qu'Auschwitz est appelé un camp d'extermination* » ;

— l'existence des gazages, en utilisant des arguments pseudo-techniques infirmés par Pitch Bloch dans *Les assassins de la mémoire* de Pierre Vidal-Naquet ;

— les témoignages d'anciens déportés, parce qu'ils ne peuvent être que des mensonges, des fabulations, des rumeurs n'ayant qu'un seul but : « (...) *une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier* » (9).

A notre connaissance, Faurisson, comme tous les négateurs, n'évoque pas l'extermination des Tziganes...

Les camps d'extermination étaient tous situés en Pologne et se nommaient : Sobibor, Treblinka, Chelmno, Belzec, Maïdanek et Auschwitz. Ces deux derniers comprenaient aussi un camp de concentration.
Alors que les résistants étaient généralement déportés dans les camps de concentration, les Juifs, les Tziganes et les Slaves étaient dirigés sur les camps d'extermination. Quant aux prisonniers de guerre, ils étaient parqués dans les stalags (camps pour les soldats) et les oflags (camps pour les officiers).

Après une série d'articles dans *le Monde* (10), entre décembre 1978 et janvier 1979, Faurisson se voit refuser l'entrée au Centre de documentation juive contemporaine, celui-ci ayant pour but de perpétuer la mémoire de la *Shoah*. Par ailleurs, il est attaqué en justice par nombre d'associations d'anciens déportés et de lutte contre le racisme. Il se pose alors en victime du « complot juif international ». De nombreux intellectuels d'ultra-gauche prennent sa défense, pensant sincèrement pour certains que le principe de la liberté d'expression est remis en cause. Ils publient un mémorandum : *Intolérable intolérance*, dans lequel les arguments les plus divers se côtoient, allant même jusqu'à un antisémitisme larvé. Après le procès de Faurisson, les négateurs s'engagent dans un travail de pénétration des institutions (médias, université, Parlement), afin d'obtenir respectabilité et légitimité. C'est en ce qui concerne l'université, l'affaire de la « thèse de Nantes » : Henri Roques, ancien collabo et militant de tous les groupuscules fascistes et néo-nazis, soutient une thèses dont l'intitulé est : *Sur l'inexistence des chambres à gaz* . Il obtient une mention dans des conditions étonnantes : grâce à l'appui d'un jury d'extrême droite composé de MM. Rivière, Allard et Zind (11). Cette thèse sera annulée pour vice de forme par Alain Devaquet : le dossier avait été falsifié pour qu'Henri Roques puisse présenter sa thèse devant un jury complaisant. Lors de la soutenance de la thèse, tout le gratin de l'extrême droite était dans la salle ; un seul absent de marque : Jean-Marie Le Pen. Celui-ci se rattrapera par la suite avec son fameux « point de détail », apportant ainsi le soutien idéologique du Front national. Les négateurs se situent donc actuellement clairement à l'extrême droite et sont financés par les nazis nord-américains du Liberty Lobby de Willy Carno, ainsi que par des intégristes islamiques alliés pour la circonstance contre leur ennemi commun : « *la juiverie et le sionisme international* » (12).

« J'ai assisté pour la première fois à une action spéciale. En comparaison, "L'Enfer" de Dante me paraît une comédie. »

En résumé, les négateurs n'apportent aucune analyse nouvelle de l'histoire, mais tentent de faire disparaître un épisode tragique de notre mémoire collective. Si certaines personnes ont pu se laisser tromper par ceux-ci et les soutenir un temps au nom de la liberté d'expression, aujourd'hui la naïveté n'est plus possible, la volonté négatrice qui se cachait derrière un alibi pseudo-historique, apparaît trop nettement et n'est en fait qu'une tentative de réhabilitation de l'antisémitisme, réhabilitation que le traumatisme causé par le génocide avait rendu impossible. De plus, même si les nazis n'avaient jamais caché leur intention d'exterminer le peuple juif, ils n'ont en revanche jamais revendiqué les moyens mis en œuvre : leur but atteint (l'extermination), les Juifs auraient « proprement » disparu de l'Histoire. En poursuivant le travail de négation entrepris par les nazis, les négateurs ne sauraient bénéficier à nos yeux de plus de respect et d'honorabilité que leurs prédécesseurs.

Groupe Flores-Magon

(1) la « solution finale » a été décrétée le 20 janvier 1942 à Wansee pour les Juifs et durant le printemps de la même année pour les Tziganes. Pour plus de renseignements lire de G. Wellers, *Les Chambres à gaz ont existé*.
(2) G. Wellers, op. cit. p.37.
(3) Il faut absolument distinguer camp de concentration et camp d'extermination. Ce dernier étant conçu pour tuer le plus rapidement possible le plus grand nombre. Dans un camp de concentration, les personnes sont parquées, toutefois certains camps de concentration avaient un crématoire et une chambre à gaz ; c'était le cas de Mathausen, Ravensbruck et Struthof.
(4) Rassinier oublie de mentionner le fait que les kapos étaient désignés parmi les déportés, qu'ils ne pouvaient refuser et qu'ils devaient obéir aux ordres des SS.
Notons qu'en certains lieux des kapos ont participé activement aux révoltes des déportés.
(5) L'itinéraire du personnage trouble que fut Rassinier mériterait une étude qui n'est pas l'objet de cet article.
(6) Les Nouvelles Editions Latines éditent actuellement *Mein Kampf*.
(7) Des recherches plus sérieuses ont été effectuées sur le nombre des victimes. Les historiens arrivent actuellement à 5,3 millions au lieu du nombre de 6 millions de victimes traditionnellement cité. Ce qui ne retire rien à la barbarie nazie, bien sûr.
(8) A ce propos, il est utile de rappeler la tragédie du Saint-Louis : des Juifs, ayant quitté l'Allemagne en 1939 à bord du bateau, à la recherche d'une terre d'asile, ne la trouvèrent dans aucun pays et finirent dans les camps de la mort.
(9) Déclaration faite par Faurisson sur Europe 1, le 17 décembre 1980.
(10) *Le Monde* du 29 décembre 1978 et du 16 janvier 1979.
(11) Lire *Les pénétrations de l'extrême droite dans la société française*, CES Perpignan.
(12) *Le Canard enchaîné* du 5 août 1987 et Rémi Kauffer et Roger Falligot : *Le Croissant et la croix gammée*.

Bibliographie

Sur les négateurs :
- Pierre Vidal-Naquet : *Les assassins de la mémoire*, La Découverte, 68 F ;
- Alain Finkielkraut : *L'avenir d'une négation*, éd. Le Seuil, 95 F ;
- Georges Wellers : *Les chambres à gaz ont existé*, éd. Gallimard, 60 F ;
- Nadine Fresco : *Parcours d'un ressentiment*, éd. Seghers, revue Ligne n° 2, 89 F.

Témoignages :
- Claude Lanzmann : *Shoah*, éd. Le livre de poche, 22 F ;
- Primo Lévi : *Les naufragés et les rescapés*, éd. Gallimard, 58 F ;
Robert Antelme : *L'espèce humaine*, éd. Gallimard, 48 F ;
David Rousset : *Les jours de notre mort*, éd. Le Seuil, 200 F.

Sur l'Etat nazi :
- Eugen Kogon : *L'Etat SS*, éd. Le seuil, 48 F ;
- Eugen Kogon : *Les chambres à gaz : secret d'Etat*, éd. Le Seuil, 42 F ;
- Léon Poliakov : *Auschwitz*, éd. Julliard, 42 F ;
- Actes du Colloque, *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, éd. Gallimard, 120 F.

Sur le silence des Alliés :
- Adam Rayski : *Qui savait quoi ?*, éd. La Découverte, 79 F ;
- Sam Wyman : *L'abandon des Juifs d'Europe*, éd. Fayard.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

PERPIGNAN

Les rues Louis Lecoin

DANS la nuit du jeudi 31 janvier au vendredi 1er février 1991, des rues perpignanaises ont été rebaptisées.

Louis Lecoin remplace désormais les anciennes appellations qui avaient en commun leur teinte « kaki »... Le général Ceci, le colonel Cela, l'amiral Chose... tout cela à la poubelle !

La canaille militariste a été chassée des rues pour laisser place à un représentant de la lutte contre l'arbitraire, la barbarie, la guerre. Un homme libre...

Louis Lecoin, anarchiste, pacifiste, avait lancé, dès 1939, un appel contre la guerre d'alors. Il fut emprisonné !

Louis Lecoin fit de la prison très souvent, des grèves de la faim et mena beaucoup d'autres actions au cours de sa vie... Grâce à son opiniâtreté et à la force de ses convictions, il fut l'artisan de l'obtention du statut sur l'objection de conscience.

Il faut avouer que les rues Louis Lecoin (avec ces quelques indications sur sa personnalité) paraissent bien plus sympathiques que les avenues De Gaulle, les rues Foch, Maréchal Juin, Joffre, Dugommier... Avec ces anciens noms, ces rues prenaient l'allure de « coupe-gorge »...

La Fédération anarchiste salue le courage, l'intelligence et le sens de l' « historique » des valeureux travailleurs de la nuit qui ont sévi à Perpignan.

En cette période de guerre, leur geste est chargé d'un symbole : celui de la revanche (toute pacifique) d'une être qui a

lutté tout au long de sa vie contre les méfaits du militarisme et qui, à titre posthume, gagne l'ultime bataille contre la bêtise engalonnée !

La Fédération anarchiste se déclare tout à fait solidaire de cet acte, et elle tient à préciser qu'elle apprécie le fait que le nom de l'anarchiste Lecoin ait été choisi. Cela prouve que l'anarchisme est toujours vivace et vivant, quand nous constatons, par ailleurs, que toutes les idéologies de droite, de gauche et d'ailleurs s'écroulent de Vilnius au Moyen-Orient, dans de sinistres fracas accompagnés de bruits de bottes !

La Fédération anarchiste appelle l'ensemble des pacifistes à soutenir son action afin de faire rebaptiser la place Arago, à Perpignan, place Louis Lecoin.

Gr. Puig-Antich,
Perpignan, le 31 janvier 1991,
à minuit

« Six heures contre la guerre » à Saint-Etienne

Après les récentes manifestations contre la guerre, celles et ceux qui s'étaient regroupés derrière les drapeaux noirs avaient ressenti la nécessité de briser le mur de la peur, de la paranoïa et de la soumission, d'où après la constitution d'un collectif libertaire, la proposition et l'organisation de six heures de musique et de débats contre la guerre, qui eurent lieu samedi 16 février.

Ce fut une réussite. A commencer par l'audience : 700 personnes au total. Depuis la lointaine venue d'Albert Camus, à la Bourse du travail, il y avait longtemps que l'on n'avait pas connu un tel événement et un tel succès chez les anarchistes stéphanois.

Pas d'incidents, une organisation autogérée de personnes mandatées (qui a bien fonctionné), une autodiscipline de tous remarquable, la chaleur des contacts, le sens du bénévolat et de l'entraide retrouvés... tout cela a contribué au succès de cette initiative.

A cet égard, le Collectif libertaire tient à remercier chaleureusement les techniciens, les musiciens, le responsable des locaux, ainsi que les compagnons venus de Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Roanne et Lyon de leur participation et de leur soutien actif. Cette réussite confirme que le rejet de la guerre est bel et bien vivant sur la ville et sa région. La vigueur des débats - houleux parfois - ont ainsi exprimé ce besoin non tari de comprendre, d'échanger, de s'exprimer. D'autres projets sont en cours. Les mauvais jours finiront !

Philippe (pour le Collectif libertaire)

Mouvement de femmes contre la guerre

Nous refusons tout ordre fondé sur l'injustice, le pouvoir, la violence et l'exploitation. Que ce soit dans la famille, au travail, dans l'Etat ou dans les relations internationales. Que ce soit dans la vie quotidienne ou dans la vie politique. Dans cette guerre, nous refusons d'être le « repos du guerrier », d'enfanter de la chair à canon, de remonter le moral des troupes et de participer à la boucherie. Nous refusons d'être embrigadées pour des causes qui ne servent en rien l'émancipation des peuples ni des femmes.

La guerre nourrit les intégrismes de tous bords. La guerre, c'est la violence et l'injustice légitimées, institutionalisées et généralisées :

— ici, l'atteinte à la liberté d'expression, la montée des racismes, les mesures économiques et sociales qui aggravent les inégalités et les exclusions ;

— là-bas, les destructions, les victimes innombrables : enfants, femmes et hommes, civils et militaires, personnes de toutes nationalités et de toutes origines, et le viol systématique des femmes dans les territoires « conquis ».

Nous avons participé et appelons à participer à toutes les initiatives unitaires ou indépendantes pour :

— l'arrêt immédiat de la guerre ;
— la fin des massacres ;
— le retrait de toutes les troupes ;
— des négociations immédiates et sans préalables.

Nous appelons les femmes à s'informer, à s'organiser, à agir et à prendre la parole partout contre toutes les formes que prend cette guerre :

— contre la logique du profit, qui se nourrit de la misère et de la mort ;
— contre la propagande belliciste, le bourrage de crâne et la censure ;
— contre le « droit international » qui n'est que le droit du plus fort et du plus riche ;
— contre les risques de militarisation de la société, l'embrigadement des populations et les menaces contre la démocratie ;
— contre le culte de la virilité et le machisme, qui sont indissociables du militarisme et de la guerre.

Nous n'avons pas décidé cette guerre... Refusons de collaborer !

Femmes immigrées, femmes françaises, contre les racismes et la guerre : solidarité !

Vive la solidarité internationale des femmes !

Mouvement des femmes contre la guerre

Réunion : tous les mardis, à 19 h, à la Maison des femme, 8, cité Prost, 75011 Paris. Tél. : 43.48.24.91. Contact : 47.90.81.15

EN BREF

« RUPTURES »
Edité par l'OCL-Champigny, diffusé par abonnement depuis 4 ans sur la région Ile-de-France, *Ruptures* est un bulletin de liaisons des pratiques militantes d'entreprises et de quartiers. En plus d'un suivi des luttes et actions localisées sur cette banlieue, on y retrouve des rubriques antinucléaire, antimilitariste, anticolonialiste et des fiches techniques sur la législation du travail. Vous trouverez au sommaire du n° 44 : SCALP, commandos anti-IVG, FN à Gennevilliers, l'APEIS, dossier anti-guerre, la grève à la Villette, brèves antifascistes.
Abonnement simple : 90 F, abonnement de soutien : 120 F (chèques à l'ordre de Marc Alizon). *Rupture*, BP 1, 94501 Champigny cedex.

COLLECTIF ANTI-GUERRE
Le collectif ulisien contre la guerre se réunit chaque jeudi, à 20 h 30, à la Maison pour tous des Amonts, 91940 Les Ulis.

NOUVELLE DU FRONT ANTI-GUERRE
Le groupe Dejacque de la FA, nouvellement créé à Lyon, nous communique la réponse faite par le directeur de l'université Lyon I (Sciences), quant à la tenue d'une réunion-débat sur la guerre du Golfe, organisée par le Comité Lyon I contre la guerre : « *Pas de réunions politiques à la Fac* ». A suivre...

COMITE ANTI-GUERRE
Le comité Stalingrad-Villette contre la guerre se réunit chaque mardi soir, à 19 h 30, à la Maison d'Espagne, 8, rue de Nantes, 75019 Paris, et est présent chaque samedi matin devant le BHV de la rue de Flandre (19e arr.).

EN BREF

CONFERENCE-DEBAT
Henri Portier, membre de l'association « Les Amis de Freinet » animera une conférence-débat (avec projections en vidéo) le samedi 14 mars, à 17 h, au local du Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille (3, rue Saint-Dominique, dans le 1er arrondissement). Le thème de cette conférence sera : « le cinématographe et le mouvement Freinet de l'entre-deux-guerres, avec la place et le rôle qu'y jouèrent les libertaires ».
Par ailleurs, Henri Portier tient à votre disposition, contre 30 F (plus 6 F de frais de port), la brochure suivante : *Cinématographe et Mouvement Freinet (1927-1940).*
Pour en disposer, écrivez à Henri Portier, La Licorne, rue du Docteur-Vallon, 84400 Apt.

ROUEN, VILLE AMIE DU ROI

Gilles Perrault censuré par Jean Lecanuet

Rouen, ville close. Le petit père Lecanuet, maire CDS , vient d'en interdire l'entrée à l'écrivain Gilles Perrault. *Notre ami le roi*, cet excellent ouvrage, dénonçant la collusion entre Hassan II et les politicards français, semble l'objet du scandale. Jugez, plutôt !

LE mercredi 20 février, Gilles Perrault devait venir à Rouen, invité par le Comité contre la répression au Maroc, lui-même soutenu par une douzaine d'organisations dont la Fédération anarchiste.

Ce devait être un meeting sur les atteintes aux droits de l'homme au Maroc, et Gilles Perrault devait y présenter son livre *Notre ami le roi*. Un livre qui a le mérite de mettre à la portée du grand public, ce qu'on pouvait savoir en lisant les rapports d'Amnesty International sur les tortures, enfermements de Tazmamart...

Mais voilà, le maire de Rouen, Jean Lecanuet, ne l'entendait pas de cette oreille. Lecanuet a déjà un vieux contentieux avec Gilles Perrault, qui date de l'époque où il était garde des sceaux sous Giscard et que paraissait le livre *Le Pull-over rouge*. Mais cette fois, Gilles Perrault s'attaque à « son ami » Hassan II.

Lecanuet a refusé de louer une salle sous prétexte que des manifestations pourraient avoir lieu contre ce meeting des droits de l'homme...

Le Comité contre la répression au Maroc a porté plainte auprès du tribunal des référés qui, le mercredi matin, s'est déclaré incompétent et n'a donc pas levé l'interdiction de Lecanuet.

Le meeting a quand même eu lieu dans une salle perdue de la banlieue ouvrière rouennaise, prêtée par la municipalité de Saint-Etienne-du-Rouvray. Une salle bien trop petite pour contenir plus de 200 personnes. Autre fait grave : Lecanuet a refusé de louer une salle pour un meeting sur les droits de l'homme au Maroc, par contre il a autorisé un meeting du Front national se tenant deux jours plus tard !

« M. Lecanuet est de ceux qui appellent Hassan II : "notre ami le roi" »

Les mots de la fin, laissons-les à Gilles Perrault qui nous déclarait : « *Lecanuet a agi de façon méprisable. On ne peut pas refuser une salle lorsqu'il s'agit des droits de l'homme. On m'a reproché, pour mon livre, de ne pas avoir donné les noms de ceux qui appellent Hassan II, "mon ami le roi" ; de ne pas avoir donné les noms de ceux qui sont invités, qui sont couverts de cadeaux. Je répond toujours, en évoquant la période de l'occupation qui a vu un flot de dénonciations et qui m'a donné l'horreur de la dénonciation. Même si ce n'est pas dans le même esprit, nommer ces gens-là, c'est au dessus de mes forces. Je dirais à quoi bon ? Ils se dénoncent eux-mêmes et nous savons effectivement que M. Lecanuet est de ceux qui appellent Hassan II : "notre ami le roi". Il s'est révélé comme quelqu'un pour qui les droits de l'homme c'est secondaire, par rapport à ce qu'il veut défendre* (...).

Les droits de l'homme sont interdits de paroles à Rouen ce soir, le discours fasciste et raciste de Le Pen aura droit de cité, dans le même Rouen. C'est le Rouen de M. Lecanuet, j'espère que ça ne le restera plus longtemps... »

Propos recueillis par
Jean-Pierre Levaray (gr. de Rouen)

COMMUNIQUE

En raison de la guerre, la Fédération anarchiste mène une campagne anti-guerre intense. Pour la conduire à bien nous sollicitons votre aide financière. Cette aide permet l'édition de tracts, affiches, badges, autocollants, mais aussi une apparition sur le terrain avec des locations de salles en vue de réunions ou de simples tenues de permanences. Depuis les trois ou quatre semaines que nous vous sollicitons, nous avons reçu un peu plus de 4 000 F. Cette somme constitue un apport non négligable pour une petite organisation qui mène son combat sans le bénéfice de la publicité, dont profite, lui, le courant belliciste. Nous vous invitons à poursuivre l'effort entrepris en envoyant vos chèques de soutien à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ces chèques sont à libeller à l'ordre de DMC/Radio-Libertaire (mentionnez au dos : « Caisse de solidarité contre la guerre »). Par avance, merci.

La rédaction

L'OCCIDENT CAPITALISTE EST EN ROUTE POUR

Le Proche-Orient : un enjeu

Depuis la chute du shah d'Iran la présence américaine dans la région du Proche-Orient s'était amoindrie. Profitant du dégel à l'Est, George Bush tente d'opérer un *come back* salutaire à une économie américaine chancelante. La guerre du Golfe est un premier pas en vue de réimposer l'impérialiste US à des populations pauvres, jalouses de leur indépendance.

AYANT d'abord tenté de jouer les médiateurs, le président égyptien Hosni Moubarak semble maintenant vouloir gagner du temps. Washington est en droit d'attendre mieux de la part d'un pays qui accepte chaque année des Etats-Unis 2 milliards de dollars... » écrivait en août dernier l'éditorialiste du *Washington Post* (*International Herald Tribune*, 10 août 1990).

C'est un rappel à l'ordre sec et sans équivoque du maître à son valet : justifie tes gages, qui de surcroît montre à l'évidence que l'aide des Etats-Unis aux pays du tiers monde n'est pas dépourvue de conditions. L'Egypte se décida alors à envoyer un contingent en Arabie Saoudite, donnant une caution arabe à l'intervention occidentale.

US News And World Report du 13 août remit les choses au point : la crise fait perdre à l'Egypte plus que ce que les libéralités « étatsuniennes » lui accordent : « *Plus de 800 000 Egyptiens travaillaient en Irak et envoyaient chez eux quelque 2,2 milliards de dollars par an...* »

Au début des années 70, environ 650 000 Arabes travaillaient au Proche-Orient hors de leurs frontières. Au début des années 80 le chiffre monte à 3,7 millions. Les transferts d'argent ainsi effectués représentaient, en 1970, 3% du PNB égyptien, et 10% en 1980. L'ensemble des transferts des ouvriers arabes travaillant dans les Etats producteurs de pétrole au Proche-Orient permettaient de faire vivre des dizaines de millions de personnes en Egypte, au Soudan, en Jordanie, dans les territoires occupés par Israël, en Syrie, au Yémen. Les rapatriements de capitaux effectués par l'ensemble des ouvriers jordaniens représentaient 28% du PNB de leur pays.

La chute du prix du pétrole, orchestrée conjointement par Washington, le Koweït, les émirats et l'Arabie, avait entraîné la diminution de l'émigration vers le Golfe des Arabes originaires des pays à forte population mais qui ne possèdent pas d'or noir. A leur place une main d'oeuvre asiatique, jugée plus docile, fut embauchée.

Perpignan dit non à la guerre pétrolière des Etats-Unis et de leurs sbires. © groupe Puig-Antich

La crise dans les pays arabes

Mais qu'on se rassure, la chute du pétrole ne fut pas accompagnée d'une diminution des recettes des pétromonarchies du Golfe, dans la mesure où ces dernières augmentaient leurs quotas de production. On oublie d'ailleurs souvent de préciser qu'un des griefs de Saddam Hussein envers le Koweït est que l'émirat avait dépassé de 40% les quotas qui lui étaient accordés, ce qui contribuait à maintenir le prix du baril à un niveau trop bas. Le fait que Saddam Hussein soit un dictateur et un boucher ne retire rien que ce grief-là pouvait être justifié : l'Irak, par ailleurs surendetté par la guerre qu'il avait menée au nom de l'Occident et des pétromonarchies contre l'Iran, voyait ses recettes diminuer de 30% du fait de la surproduction globale de pétrole.

D'autre part, l'aide au développement que les pétromonarchies accordaient aux pays arabes non producteurs de pétrole avait considérablement diminué, passant de 4,23% de leur PNB en 1976 à 0,86% en 1986...

La crise de la dette était devenue insupportable en Egypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, alors que les prêts occidentaux se tarissaient. Pareillement, la dépendance alimentaire prend des proportions tragiques. Au début des années 70, les pays arabes importaient 2,5 milliards de dollars de produits alimentaires, mais 25 milliards en 1989, et on en prévoit 40 milliards dans dix ans. Quatre pour cent de la population mondiale consommera alors 20% des exportations mondiales de produits alimentaires.

Dans un tel contexte on conçoit que les revendications de légalité internationale clamées par les Occidentaux, et dont tout le monde sauf nos journalistes et présentateurs de télé savent qu'elles sont complètement bidon, ne retiennent pas spécialement l'attention des populations arabes. On conçoit également que Saddam Hussein puisse être perçu comme le défenseur des Arabes pauvres et le pourfendeur des émirs riches. C'est là une mystification dont joue en ce moment le boucher de Bagdad et qui risque de provoquer un difficile réveil pour ceux des Arabes qui se font des illusions - mais ceux-là sont probablement moins nombreux que les journalistes et présentateurs de télé veulent bien le laisser croire. Pour preuve le témoignage de ces Algériens, interviewés sur Radio-Libertaire le dimanche 27 janvier, qui exprimaient leur indignation devant le comportement des médias qui rendaient systématiquement compte des manifestations islamistes mais qui oubliaient tout aussi systématiquement de couvrir les manifestations, non moins nombreuses, des démocrates arabes (1). C'est que les premières confortaient aux yeux de l'opinion publique l'image que le pouvoir voulait donner des Arabes, alors que les secondes auraient obligé les médias à plus de nuances. Les détenteurs du monopole de la parole dans les médias - je n'ose les appeler journalistes -, sont payés pour dire là où on leur dit de faire.

Bien des Arabes n'oublient pas que c'est Saddam Hussein qui a décidé - fortement encouragé par les Occidentaux et les émirats, il est vrai - l'invasion de l'Iran, entraînant les deux pays dans une guerre de huit ans qui a coûté, en dépenses militaires supplémentaires, en perte de produit intérieur brut et en capitaux non investis, la modeste somme de 500 milliards de dollars, deux fois et demie la dette du monde arabe (et presque deux fois le déficit budgétaire américain).

Après la guerre israélo-arabe de 1967, puis après celle de 1973, un accord tacite s'était établi entre les pays arabes à forte démographie mais pauvres, et les pétromonarchies sous-peuplées :

- la rente pétrolière servirait d'une part à aider les pays pauvres et à soutenir l'effort de guerre contre Israël ;

- en contrepartie les républiques arabes ne tenteraient pas de déstabiliser les pétromonarchies ni de remettre en cause leur statut de superprivilégiés, comme Nasser, avec son expédition au Yémen, avait tenté de le faire en 1963.

C'était là un accord de dupes :

1.- les pays arabes pauvres soutiendront un effort militaire considérable, entravant leurs possibilités de développement, et ce sont eux, et non les monarchies pétrolières, qui feront les frais de la réplique vigoureuse d'Israël. La guerre à l'Etat hébreu servira d'abcès de fixation qui justifiera la militarisation des Etats arabes, donc l'instauration de régimes autoritaires, donc le maintien du sous-développement, donc les antagonismes interarabes, donc la division dont profiteront à la fois Israël, les pétromonarchies et les puissances industrielles qui n'ont aucun intérêt à l'unité et au développement du monde arabe (2).

En vingt ans, de 1966 à 1988, l'effectif de l'armée égyptienne passera de 180 000 à 445 000 hommes, auxquels il faut ajouter 300 000 miliciens .

➡➡➡

MANIFESTE

Insoumission civile et militaire

Considérant que, dans cette guerre, il n'y a pas la moindre raison de faire confiance aux puissances occidentales ou coalisées sous la direction des Etats-Unis, pour défendre, établir ou rétablir une parcelle de liberté ou une once de démocratie, elles qui n'ont cessé de les bafouer et qui, au nom d'un droit international à géométrie variable, prennent maintenant en otage les peuples du monde entier ;

considérant que nous n'avons donc aucune raison de fournir au prétendu consensus, à la classe politique « unanime », aux va-t-en guerre de salon ou de salle de rédaction qui eux, n'iront jamais la faire, le moindre appui d'« opinion » dont il ont tant besoin pour poursuivre la guerre ;

considérant que l'acceptation passive de la guerre par les peuples des pays occidentaux ne ferait que donner plus de force aux courants réactionnaires qui tendent à enrôler sous leurs bannières les peuples arabes, et éloigeraient d'autant toute possibilité pour ces derniers, Irakiens contre Koweïtiens, Saoudiens comme Egyptiens, etc., de se libérer des régimes qui les oppriment ;

considérant qu'être contre la guerre implique d'organiser concrètement la résistance à la militarisation et au quadrillage policier qui sévit à tous les échelons de notre société, notamment en matière d'information et de répression vis-àvis des « étrangers » ;

considérant, par ailleurs, qu'objecter, déserter, s'insoumettre sont des droits inaliénables, en tant de paix comme en tant de guerre, et qui ne sauraient souffrir aucune exception sous peine d'ouvrir des brèches à toutes les formes de régime autoritaire ;

nous, résolument antimilitaristes, anticapitalistes, anti-impérialistes, nous engageons à défendre et à aider par tous les moyens à notre disposition tous ceux qui feraient le choix d'objecter, de déserter ou de s'insoumettre, tant sur le plan militaire que civil (réquisitions, ordonnances de 59, « autocensure » de l'information, etc.), et qui se verraient poursuivis ou réprimés pour de tels actes qui, rappelons-le, se sont déjà produits (en Allemagne où des soldats américains ont refusé de partir pour le Golfe, en Espagne et en France actuellement, et certainement ailleurs) et ne manqueront pas de se multiplier.

Guerre à la guerre,
le 15 février 1991

Dr M. Benasayag (psychanaliste), **Alain Birh** (enseignant, écrivain), **Robert Bonnaud** (historien, Paris VII, ancien de Jeune Résistance), **Guy Bourgeois** (ancien de Jeune Résistance - TAC), **Daniel Colson** (sociologue, université de Saint-Etienne), **Paul Denais** (ancien de Jeuen résistance -TAC), **Jean-Pierre Duteuil** (éditeur - OCL), **Georges Fontenis** (militant UTCL), **Jean-Pierre Garnier** (sociologue urbaniste, CNRS), **Daniel Guerrier** (militant anti-autoritaire), **Jean-Louis Hurst-Maurienne** (co-fondateur de Jeune Résistance), **Louis Janover** (écrivain), **Jean Denis** (enseignant - OCL), **Gérard Lagorce** (psychologue - OCL), **Jean-Jacques Lebel** (artiste-peintre), **Claude Orsoni** (sociologue, université de Nanterre), **Michel Ravelli** (militant libertaire), **Bernard Riguet** (militant anti-impérialiste), **Maximilien Rubel** (éditeur de Marx à *La Pléiade*), **Gérard Spitzer** (psycho-sociologue - ancien FTP), **Daniel Saint-James** (physicien, professeur Paris VII), **Rina Saint-James** (chimiste), **Michel Lequenne**.

Pour toute signature ou renseignement complémentaire écrivez à : Jean-Pierre Duteuil, c/o Acratie, BP 23, 64130 Mauléon.

« Basta » est de retour

Depuis 1981, la revue libertaire « Basta » s'était assoupie. Il aura fallu les événements du Golfe pour qu'à l'occasion ses éditeurs la ressorte. Sur 8 pages (en couleur), pour la modique somme de 5 F, le n° 26 de « Basta » vous propose ses appréciations sur la guerre et la reproduction de belles affiches antimilitaristes.

« Basta », 34, rue des Blanchers, 31 000 Toulouse (en vente également à la librairie du Monde Libertaire).

DE NOUVELLES CROISADES AU PARFUM DE PETROLE

capital pour l'impérialisme

La guerre contre Israël et la mobilisation qu'elle imposa contribua à créer dans les pays arabes un formidable appareil militaire d'encadrement, de contrôle, de répression. Cette « logique de guerre », pour employer un terme à la mode, permit aux gouvernements arabes de justifier le refus de la démocratie, mais constitua le principal frein au développement : l'Unesco, rappelons-le, estime que le coût d'un soldat équivaut au coût de l'éducation de 80 enfants ; le coût d'un bombardier équipé à celui de 75 hôpitaux de 100 lits ou de 15 000 moissonneuses-lieuses. Au cours de la décennie 80, 38% de l'ensemble des recettes pétrolières ont servi à couvrir les dépenses d'armement contre seulement 23,8% aux projets de développement. Une aubaine pour les marchands d'armes...

2.- L'accord de dupes fut aggravé par le fait que les pétromonarchies ne jouèrent le jeu de la répartition que du bout des doigts. Des organismes nationaux et interarabes furent constitués en vue de la redistribution des revenus pétroliers : le Fonds arabe de développement économique et social, le Fonds monétaire arabe. Mais les pétromonarchies ne leur laissèrent jamais jouer le rôle d'instruments autonomes et dynamiques de financement. Des institutions concurrentes furent créées en vue de redistribuer les revenus pétroliers (ou plus exactement cette infime partie des revenus pétroliers que les émirats voulaient bien consacrer à la bonne cause) à l'ensemble des pays islamiques. L'intention en elle-même fort louable de jouer la carte de la solidarité islamique incluant les régimes musulmans d'Asie et d'Afrique visait en fait à porter un coup au nationalisme arabe laïc qui dominait la Ligue des Etats arabes. Les pétrodollars furent employés à renforcer les courants islamiques conservateurs, à manipuler les Frères musulmans dans la lutte contre les organisations progressistes.

Les inégalités énormes entre les petites monarchies pétrolières peu peuplées et les autres pays arabes alimentent les frustrations nationalistes provoquées par la création, par les anciennes puissances coloniales, d'Etats aux frontières artificielles.

Cette frustration est d'autant plus grande que les revenus pétroliers ne sont pas réinvestis dans les pays arabes mais vont se placer dans les pays occidentaux, en particulier aux Etats-Unis où ils contribuent pour une part non négligeable à éponger le déficit américain. Il n'y a qu'un pas à faire pour déduire que l'administration américaine n'a aucun intérêt à ce que les pétrodollars s'investissent dans les pays arabes, ni aucun intérêt à ce que le monde arabe se développe...

Aujourd'hui les riches pétromonarchies apparaissent comme un instrument efficace de division du monde arabe et d'assujettissement aux intérêts étrangers. Ces monarchies ont tout à perdre de l'unité arabe qui signifierait la fin de leurs privilèges...

A l'heure actuelle les pays arabes non producteurs de pétrole croulent sous le poids d'une dette écrasante ; ils connaissent un chômage généralisé qui va s'aggraver avec la crise du Golfe. Leur industrialisation est bloquée, ils subissent une inflation et une chute du niveau de vie alarmantes. Une véritable poudrière dans laquelle Bush et ses vassaux ont cru devoir jeter une allumette enflammée.

Précisons une fois de plus que notre critique de l'attitude des puissances occidentales ne constitue en rien une défense de Saddam Hussein. Le dictateur de Bagdad est une création de ces puissances occidentales qui a échappé à leur contrôle, et ce sont les populations qui paient les frais des âneries des apprentis sorciers : la population irakienne qui reçoit des bombes sur la tête, les populations des pays occidentaux qui vont payer, au sens propre, par des impôts nouveaux et par le manque corrélatif d'investissements sociaux, les frais de la guerre. Les 20 millions d'analphabètes, les 2 millions de sans-abri, ou d'une façon générale les 35 millions de pauvres des Etats-Unis attendront encore un peu pour voir débloquer des crédits. Nous affirmons simplement que d'autres moyens, moins spectaculaires il est vrai, étaient possibles pour réduire Saddam Hussein : le blocus des exportations vers l'Irak, mais aussi le blocus financier. Aucun Etat, et à plus forte raison aucun Etat du tiers monde, ne peut survivre si les flux - de produits et de capitaux - sont bloqués. Le fond du problème est que les Etats-Unis avaient besoin de cette guerre, et c'est ce que la Fédération anarchiste s'efforce de montrer depuis le début du conflit.

Le « monde nouveau » de Bush

Lorsque Bush déclara, lors de sa rencontre avec Gorbatchev à Helsinki, qu'il posait « *la pierre angulaire d'un ordre international plus pacifique* » (*Time*, 17 sept. 1990), et lorsqu'il annonça au Congrès des Etats-Unis une « *ère nouvelle, libérée de la menace de la terreur, plus forte dans la recherche de la justice* » (*le Monde*, 13 sept. 1990), personne, sauf les journalistes et présentateurs de télé français, ne fut dupe.

Il ne voulait pas dire qu'il entendait faire cesser les spéculations à la baisse sur le prix des matières premières et des produits énergétiques ; il n'avait pas non plus en tête les conditions crapuleuses de remboursement de la dette du tiers monde ; il ne pensait pas à la fuite des capitaux des bourgeoisies du tiers monde vers les pays à fort taux d'intérêt, ni aux incitations aux achats d'armes. Bush sait bien qu'aucun « gendarme » ne pourra remédier au pillage des ressources naturelles par les pays industrialisés, aux famines, aux épidémies, à la corruption, aux dictatures.

Ce qu'il voulait dire, c'est qu'il entendait mettre en place un système où 25% de la population du globe pourra continuer à rafler 80% du revenu mondial sans être incommodés par des tentatives des pays dominés à réaliser un minimum de contrôle sur leurs ressources naturelles. Le nouvel ordre mondial que Bush veut mettre en place vise précisément à maintenir ce rapport de violence économique indispensable à la domination des métropoles industrielles. Il n'y a aucun doute que la « menace » dont Bush veut libérer le monde - n'a-t-il pas dit tout récemment que les Américains étaient les seuls à avoir la « force morale » de mener cette tâche à bien - vient des nations turbulentes du Sud.

Robert McNamara - un connaisseur, ancien patron du Pentagone, ancien président de la Banque mondiale -, déclarait d'ailleurs : « *Les contrastes entre nations s'amplifieront au fur et à mesure que la révolution technologique du vingt et unième siècle se répand d'inégale manière à la surface du globe* ».

Le maintien de rapports inégaux qu'impose une politique énergétique favorable aux pays industrialisés est un élément capital qui garantit une productivité importante. En 1986 le pétrole ne rapportait pas plus aux producteurs qu'en 1979. Avant la récente poussée des tarifs, le pouvoir d'achat du pétrole, comparé aux coûts des produits industriels, était de moitié celui de 1979 : entretemps le prix des produits essentiels exportés par l'Occident avait doublé, voire triplé. Le maintien du niveau de luxe de pétromonarchies n'était possible que par l'augmentation de la production et, incidemment, grâce à leurs revenus extrapétroliers aurait pu avantageusement être occupées à des dépenses plus productives. Il est vrai alors,

- que les puissances occidentales auraient été privées des revenus des ventes d'armes ;
- qu'elles auraient été privées des gains dus au bas prix du pétrole vendu par les belligérants pendant la guerre ;
- et que, à plus long terme, elles auraient subi un manque à gagner consécutif à la mise en oeuvre d'industries locales en Iran et en Irak.

Il est pour le moins curieux que personne n'ait jamais souligné que l'enjeu du contrôle des ressources pétrolières du Proche-Orient ne revêt pas la même importance pour les Etats-Unis que pour l'Europe ou le Japon.

L'Orient sous les rangers yankees.
© Delahaye/Sipa

A l'occasion des débats qui ont marqué les années 70 sur la nécessité d'un nouvel ordre économique international, les pétromonarchies se sont systématiquement alignées sur les intérêts des pays industriels. Les Etats-Unis, le Japon, la RFA ont toujours refusé le principe d'une stabilisation des prix des matières premières et de leur réajustement régulier à l'évolution des prix internationaux. Lorsque l'OPEP avait tenté d'obtenir des compagnies pétrolières des mécanismes d'indexation des prix pétroliers sur l'inflation et les fluctuations de la valeur des principales devises des pays pétroliers, les pays industriels avaient fait bloc. Les Etats-Unis, de même, se sont toujours montrés farouchement hostiles à toute tentative de régler le commerce du pétrole par des accords à long terme entre pays producteurs et pays consommateurs. En termes de pouvoir d'achat le prix du baril est revenu à ce qu'il était en 1960. Mis à part les pétromonarchies sous-peuplées, dit Georges Corm, « *aucun producteur exclusivement dépendant du pétrole ne dispose de recettes d'exploitation suffisantes pour nourrir sa population et assurer le service de sa dette extérieure. A ces niveaux de prix, dire que l'Algérie ou l'Irak sont des pays riches équivaut à prétendre que la Côte-d'Ivoire est prospère grâce à son cacao.* » La remarque de G. Corm est parfaitement juste à ceci près que la Côte-d'Ivoire, avec une population à peu près équivalente à celle de l'Irak, ne mène pas une politique militaire, et les sommes consacrées par l'Irak à huit ans de guerre avec l'Iran, aux achats pléthoriques d'armements, et à l'entretien d'un million de soldats et 600 000 miliciens,

Les Etats-Unis cherchent depuis longtemps à s'implanter en terre arabe. Avant la chute de la monarchie en Irak ils ont soutenu l'éphémère « pacte de Bagdad ». Dans les années soixante ils ont tenté d'assurer la relève des Britanniques qui avaient abandonné leurs positions à l'Est de Suez. Jimmy Carter avait donné le feu vert pour la création d'un « Central Command » dont la responsabilité stratégique devait s'étendre de l'Egypte au Pakistan. Aucun pays de la région n'ayant accepté d'accueillir l'état-major de ce gadget, il alla s'installer... en Floride.

L'enjeu : l'hégémonie américaine

Or, « *l'actuel développement de forces américaines a donné au Pentagone quelque chose que les Saoudiens lui avaient toujours refusé : le droit de conduire des exercices en Arabie Saoudite* » (J.C. Ausland, *International Herald Tribune*, 22 août 90.)

L'embargo que les Occidentaux ont organisé sur l'Irak n'a rien été d'autre que la réédition de ce que les pays producteurs de pétrole avaient tenté de faire en 1967, puis en 1973, contre les pays trop favorables à Israël pour obliger celui-ci à restituer les territoires palestiniens, égyptiens et syriens occupés. Il ne s'agissait de rien d'autre, en somme, que de faire respecter la légalité internationale... Un tollé presque unanime de protestations s'était alors élevé dans l'opinion internationale, malgré les résolutions de l'ONU. C'est à cette époque que les Etats-Unis ont commencé à se préparer à l'éventualité d'un débarquement dans la péninsule arabique.

Mais pourquoi cet acharnement ?

- Si le Proche-Orient ne constitue pas le plus important fournisseur de pétrole des Etats-Unis, c'est là que se trouvent les plus importantes réserves connues. Il s'agit donc de se prémunir pour l'avenir. Dans le contexte de récession de l'économie américaine, le contrôle de ces réserves est un atout important dans la concurrence qui oppose les Etats-Unis aux deux puissances capitalistes montantes, le Japon et l'Europe.
- Par ailleurs, alors que le prix du litre d'essence dépasse le dollar en Europe, il n'était, fin août, que de 0,35 dollars aux Etats-Unis (environ 1,75 F). Un prix aussi bas équivaut à une véritable razzia de la part des Etats-Unis contre les pays producteurs et constitue un scandale quand on songe que ces derniers demandent une indexation du prix du baril sur les prix des produits industriels. C'est en outre une prime au gaspillage. La population américaine, qui représente 5% de la population du globe, consomme 24,1% de l'énergie. A titre de comparaison, l'industrie américaine consomme, par personne, 2,5 fois plus d'énergie que le Japon et 1,5 fois plus que la RFA.

On pourrait, dira-t-on, soit augmenter le prix du baril, soit instaurer un impôt sur le prix de l'essence. Ces deux éventualités sont totalement à exclure :

- dans le premier cas l'augmentation de 1 dollar du prix du baril équivaudrait à accroître le déficit commercial américain déjà colossal de 3 milliards de dollars ;
- dans le second cas les conséquences électorales seraient catastrophiques : Bush s'est engagé à ne pas augmenter les impôts

Le faible prix de l'essence contribue à encourager les entreprises américaines à ne pas faire d'économies, à ne pas investir, et par conséquent accroît leur retard de productivité par rapport au Japon et à l'Europe... Là encore, c'est un cercle vicieux. Pour en sortir l'administration américaine avait deux solutions : celle qu'elle préconise aux autres de faire mais qu'elle n'applique pas à elle-même : se serrer la ceinture, économiser, investir, et augmenter la productivité de son industrie. L'autre solution, c'est de maintenir au plus bas le prix des matières premières et énergétiques, c'est-à-dire accroître le pillage du tiers monde.

On a dit que Jules César s'était lancé dans la conquête de la Gaule pour payer ses dettes. Bush fait la même chose au Proche-Orient : « *Dans quelle mesure le président Bush peut-il encore se permettre de ne pas prêter l'oreille aux suggestions que susurrent plus ou moins discrètement les créditeurs étrangers... et les responsables américains eux-mêmes ?* »

L'armée française ne fait rien d'autre et les autres contingents occidentaux et arabes ne font rien d'autre en ce moment que donner une caution internationale à la mainmise des Etats-Unis sur les Etats du Golfe.

Raoul Boullard

(1) Par exemple, personne n'a parlé de cette manifestation de démocrates en Tunisie attaquée par des extrémistes religieux qui ont fait plusieurs morts...

(2) L'Irak consacre 51% de son PNB à l'armée. Israël 24,4% ; à titre de comparaison, la France, 4%, les Etats-Unis 4,7% et la Grande-Bretagne 3,1%. Les effectifs de l'armée française représentent 255 000 militaires d'active, 303 000 en comptant la gendarmerie, ou 410 000 avec les appelés. L'Irak a une armée de 1 million d'hommes pour 18 millions d'habitants...

PORTUGAL

Histoire du mouvement anarcho-syndicaliste

Page internationale, où l'on traite de sujets d'actualité, ici, une fois n'est pas coutume, nous nous tournons vers le passé pour vous présenter un petit historique du mouvement anarcho-syndicaliste portugais.

1974 : la « Révolution des œillets » met finà 48 ans de dictature salazariste.

C'EST à partir de 1909 que les idées anarchistes (connues depuis 1886) pénétrèrent les associations ouvrières, dominées jusque là par le Parti socialiste portugais (PSP).

En octobre 1910, les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires participent à la révolution populaire qui abolit la monarchie et donna naissance à la Ière République portugaise. Les espérances dans le régime républicain s'évanouirent lorsque le pouvoir refusa de satisfaire les revendications et les aspirations du mouvement ouvrier.

Au début de l'année 1912, le mouvement de grève des ouvriers agricoles de l'Alentejo (région au sud de Lisbonne) fut brutalement réprimé par la Garde républicaine, qui tua un ouvrier. La grève générale fut proclamée à Lisbonne en signe de solidarité et se solda par une répression qui envoya plus de 700 personnes en prison.

La rupture fut ainsi définitivement consommée entre la République et le mouvement ouvrier ou prédominaient les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires.

En 1914, résultante de la radicalisation et du développement du mouvement ouvrier portugais, une union ouvrière nationale est créée, qui se transforme en 1919 en une confédération générale du travail, nettement influencée par l'anarcho-syndicalisme.

A Batalha, organe officiel de la CGT, devient le troisième quotidien du pays. Au delà des grèves, des congrès, de la répression et de l'agitation sociale à caractère insurrectionnel, occasion pour les anarchistes de transmettre un désir profond pour la création d'un monde nouveau différent du quotidien horrible dans lequel les travailleurs se trouvaient, le mouvement social des travailleurs se caractérisait par un humanisme, une solidarité, et une aide mutuelle et l'amour pour le savoir et la liberté.

Du 18 janvier 1934 à l'enfer de Tarrafal

Au plus fort du mouvement (1919-1921/23), existait le sentiment que l'idéal anarchiste serait réalisé. la prise du pouvoir par les militaires en 1926 réduisit à néant cet espoir, en muselant les anarchistes et en abolissant les libertés civiques. Il faudra plusieurs années pour détruire l'organisation syndicale anarchiste et les groupes libertaires, l'enracinement de ceux-ci dans la société étant si fort. Victime des persécutions, des emprisonnements et des déportations en Afrique, la CGT résistait néanmoins. Elle prépara pour le 18 janvier 1934 une grève générale insurrectionnelle en riposte à la loi fasciste de Salazar qui mettait fin à l'existence des syndicats et de toute activité syndicale. Les anarchistes cégétistes invitèrent le Parti communiste, le Parti socialiste et les républicains-démocrates à participer,à la révolte armée. A Marinha Grande, la ville fut durant deux jours aux mains des travailleurs avant d'être reprise par l'armée. Dans d'autres points du pays : Silves, Sines, Vila Boim, les travailleurs ont suivi l'appel de la CGT. Même réprimée, l'insurrection armée du 18 janvier n'en reste pas moins l'un des moments les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier au Portugal, qui refusait le fascisme de Antonio de Oliveira Salazar.

En 1937, un groupe d'anarchistes attentent à la vie du dictateur, en réaction à la répression quotidienne et à l'aide sans restriction qu'accorde Salazar aux franquistes dans la guerre d'Espagne.

L'attentat échoua et la répression s'intensifia. Toute reconstruction du mouvement anarchiste devint alors impossible. la majeure partie des militants furent emprisonnés ou déportés vers le camp de concentration de Tarrafal, dans les îles du Cap Vert en Afrique, où beaucoup trouvèrent la mort. Depuis ces moments, jusqu'en 1974, à la chute de la dictature, la résistance anarchiste et anarcho-syndicaliste se trouva isolée et clandestine et se résumait à la lutte antifasciste. Il était alors impossible de discuter des idées et des pratiques libertaires qui ne touchaient pas au syndicalisme. Il existait, cependant, une forte préoccupation pour l'éducation anti-autoritaire, l'auto-formation et des thème comme la sexualité, l'art, le naturisme, l'esperanto, l'émancipation féminine...

Le 25 avril 1974, les militaires mirent fin à plus de 48 ans de dictature. Pour les vieux anarchistes et syndicalistes, l'espoir revint, mais il était déjà impossible pour eux, physiquement, de reconstruire leur mouvement.

Un film vidéo, *La mémoire subversive*, retrace toute cette époque (1). Les auteurs, José Tavares et Stéphanie Zoche, ont recueilli les témoignages d'une vingtaine d'anarchistes et syndicalistes qui s'expriment sur les grèves insurrectionnelles, l'agitation sociale des années 20, la confrontation avec le fascisme, la guerre civile espagnole, la clandestinité, la répression, le camp de concentration de Tarrafal, le 25 avril 1974. De nombreux documents et films d'archives illustrent l'ensemble du film.

Traduit du portugais par José Da Costa (gr. Humeurs Noires de Lille)

(1) *La mémoire subversive* est disponible en version VHS à Crise Luxuosa, apartado 21477, 1134 Lisboa codex (Portugal).

SUISSE

Une ONU alternative

Une nouvelle organisation internationale viendra prochainement s'ajouter aux dizaines d'autres déjà installées à Genève. Il s'agit en l'occurrence d'une véritable ONU alternative : l'organisation des nations et des peuples privés de représentation au sein de l'ONU. Fondée le 11 février à La Haye (Pays-Bas), à l'intérieur-même du palais de la Cour internationale de Justice, l'organisation est présidée par un Estonien, son vice-président est Ouïgour et vient du Turkestan chinois, tandis que la fonction de secrétaire général est assumée par M. Michael van Walt, un avocat néerlandais.

Selon cette organisation, le monde compte des centaines, voire des milliers de nations et peuples, mais seules 159 nations sont représentées à l'ONU. Il s'agit de faire donc entendre la voix de tous les oubliés. Baltes, Géorgiens, Arméniens, Kurdes, Indiens et aborigènes d'Australie figurent au nombre des fondateurs. Parmi les absents de marque, on note toutefois les Basques, les Sahraouis, ou encore le peuple albanais du Kosovo. C'est que la charte de cette nouvelle organisation impose le principe de la non-violence, ce qui en barre l'accès aux mouvements de libération qui prônent la lutte armée (1).

Info. transmise par notre correspondante hèlvétique

(1) Ndlr : Dans la mesure où le principe de non-violence est imposé, on peut s'étonner de la présence au sein de cette nouvelle organisation d'Arméniens, de Géorgiens et de Kurdes, dont les contentieux inter-ethniques s'expriment souvent par la force des armes. Par ailleurs, les Arméniens de l'ASALA et les Kurdes du PKK et du PDKI sont connus pour s'adonner à la lutte armée de libération nationale. Avec le développement de cette ONU alternative, nous espérons, à l'avenir, pouvoir vous informer de ses orientations futures, notamment sur cette question de non-violence.

Albanie : le dernier tombeau

La guerre du Golfe occulte bien des faits internationaux. L'an passé, l'actualité portait sur l'effondrement du Mur de Berlin. S'il en était pareil aujourd'hui, peut-être aurions-nous droit à des commentaires substantiels sur la situation albanaise. Le mercredi 20 février, à Tirana, une foule de 100 000 personnes a déboulonné la plus grande statue du défunt tyran stalinien, Enver Hodja, fondateur du régime communiste. Le lendemain, forte de son audace, cette même foule a tenté d'investir une caserne pour récidiver. L'armée a tiré ; alors que Ramiz Alia, l'homme fort du régime, avait promis qu'il n'y aurait pas de sang dans les rues de Tirana. Une dizaine de manifestants est tombée sous les balles. Le dernier « fortin » stalinien en terre balkanique sera-t-il la dernière fosse commune des peuples de l'Est ?

C.N.

BULGARIE

La Fédération de la jeunesse anarchiste

Nous avons reçu des nouvelles de Bulgarie, par l'intermédiaire de notre compagnon Trendafil Maroulevski, au sujet de la Fédération de la jeunesse anarchiste (FAM).

Malgré les camps de concentration, les prisons et la liquidation physique de nos anciens camarades par le régime bolchevique, nos idées n'ont pas été étouffées. Elles demeurent vivantes en nous la jeunesse, grâce à l'abnégation de nos vieux camarades anarchistes.

Nous avons constitué des mouvements de la jeunesse anarchiste dans plusieurs villes du pays : Varna, Gabrovo, Sofia, Plovdiv... Nous combattons sur tout les fronts pour relever le moral du peuple.

Voici une déclaration de la Fédération de la jeunesse anarchiste, concernant les événements de Lituanie : « *L'agression militaire contre la Lituanie et les autres républiques baltes démasque encore une fois la réalité du gouvernement soviétique. L'impérialisme rouge montre de nouveau les dents et disperse à tout jamais les quelques illusions qu'il a pu susciter pendant un certain temps.*

Les satrapes de Moscou se rangent au musée de l'Histoire aux côtés des Hitler, Staline, Hussein et autres tyrans. Après Budapest en 1956, Prague en 1968, voilà Vilnius en 1991 et il faut se demander s'il n'y aura pas bientôt Sofia ?

Solidaire avec les combattants de la Lituanie pour la liberté, en protestation contre l'impérialisme du KGB, la Fédération de la jeunesse anarchiste bulgare invite toutes les personnes de libre pensée à se réunir pour une démonstration devant l'ambassade soviétique à Sofia, le 14 janvier 1991, à 16 h, pour protester contre cette barbarie. »

Signé pour le comité de la FAM : K. Datchev, M. Kresteva, E. Piroev, G. Nikov et N. Petrov

CHILI

Premier bilan d'une solidarité

Les anarchistes chiliens souhaitent développer leurs activités. Leur projet pour 1991 consiste en l'édition d'un journal, *Accion Directa*, de manière régulière et en une augmentation de son tirage ; il s'agit, par ailleurs, d'obtenir un local et d'y installer une radio très rapidement...

Pour les soutenir, envoyez vos chèques à l'ordre de ALDIR (mention « Soutien au Chili », au dos), et adressez-les à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Bilan depuis le début de la campagne de décembre 1990 et janvier 1991 : Fabrice H. : 150 F, groupe FA (Rouen) : 500 F, Pierre G. : 100 F, Eric E : 200 F, Philippe G. : 250 F, Pierrette B. : 100 F, groupe Pierre-Besnard (Paris) : 250 F (décembre) + 250 F (janvier), groupe Humeurs Noires (Lille) : 50 F (décembre) + 50 F (janvier).

Total : 1 900 F

Les Relations internationales

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeudi 28 février
— « Tiens, voila le hallebardier ! » (12 h - 14 h 30) : théâtre.
— « Flagrants désirs » (19 h 30 - 20 h 30) : avec Catherine Gonnard de *Lesbia Magazine*.

Vendredi 1er mars
— « Ithaque » (22 h 30 - 2 h) : avec Charles Reeves.
— « L'Invité du vendredi » (19 h - 21) : le bureau fédéral de la LDH.

Samedi 2 mars
— « La Chronique syndicale » (11 h - 13 h) : l'actualité de la semaine.
— « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : le masque et la bulle.

Dimanche 3 mars
— « Tribuna latina-americana » (18 h - 20 h) : les communautés agraires au Mexique ; Pérou : interview de J.-M. Rodrigo, pour son livre *Les Sentiers de l'audace*.
— « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : *Inventorum natura*, journal d'expédition de Pline l'ancien.

Mardi 5 mars
— « Cannelle et cerises » (9 h - 10 h) : rediffusion.
— « Blues en liberté » (10 h - 12) : le blues et l'alcool.
— « Enlivrez-vous » (18 h - 19 h) : invité, le romancier Guy Jalam.

ALBUM DE DESSINS

Gil : « Et si on passait à autre chose ? »

Ce troisième album de Gil s'ouvre sur une tonne de salutations, et celles-ci sont le miroir de l'album : de l'antifascisme militant aux groupes de musique « alternatifs », des fanzines à la presse anarchiste, Gil salue son... environnement. Celui que vous allez retrouver au long de plus de cent dessins.

Des dessins qui se bagarrent contre la haine et la connerie, par les armes de l'humour et quel humour ! Un humour chaussé de Doc'Martens : la lourdeur première de ces chaussures de sécurité prolétariennes révèle bientôt leur redoutable efficacité dans les combats de rue. Ainsi flics, armée, fascistes et autres skinheads ne se remettront jamais du traitement infligé par Gil. Car le dessinateur ne se contente pas de dénoncer la bavure, nous y reviendrons, mais il remue le marteau-piqueur dans la plaie ; tout ce petit monde se tient par la main, dans la répression.

La bavure, c'est son truc !

La bavure, c'est le truc de Gil, c'est par là qu'il attaque le système ; les institutions bavent et leur bavure est significative car la bavure est, de fait, sélective : l'arabe, le jeune de la cité, l'antimilitariste...(p. 63), un juge face à un jeune : « *je vais être franc avec vous... Je hais les pauvres ! Je hais les banlieusards ! Je vous colle six mois fermes ! Et toc !* »

Gil a ainsi quelques idées fixes, qui nous font du bien. Et elles nous font du bien parce que le dessinateur n'est pas un curé qui prêche. Gil déniche la connerie partout, même chez ses enfants chéris : les punks et autres rockers. Regardez, à la page 40, ce petit punk, rebelle estampillé par ses badges et son drapeau noir, qui s'énerve, bouffon : « *bon alors quoi ? On se la fait cette révolution oui ou merde ?* ». Gil s'attendrit même sur les CRS, quand ils affrontent une absurdité plus grande que la leur... Un officier dit : « *les lycéens font des manifs pour qu'on envoie des policiers dans leurs bahuts* » et le subordonné de répondre : « *ils me font peur, chef !* » (p. 13).

Du politique au bout de Doc'Martens, plus d'une centaine de dessins émaillés de paroles de chansons (Les Rats, Désert Culturel, Bérurier Noir...), et le goût de la musique (du ska pour Gil sinon... du punk-rock). Un troisième album (attention le premier est épuisé et le second en prend le chemin) qui vérifie l'amélioration du style, la précision de l'humour et le cœur « gros comme ça » d'un rebelle fidèle à sa tribu.

Cet album est publié en soutien à l'excellente revue *Reflexes*, une raison de plus, s'il en faut une autre que le plaisir, pour l'acheter ! Il est aussi dédié à un camarade anglais et à Crapaud, et là c'est une raison de plus d'aimer Gil.

Spain Luc

N.B. : en vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 50 F.

TLP-DEJAZET
41, boulevard du Temple
(M° République),
75003 Paris.

Leny Escudero
du 5 mars au 7 avril
(du lundi au samedi),
à 20 h 30.
Prix des places : 140 F
(réservations au TLP)

TLP-DEJAZET
41, boulevard du Temple
(M° République),
75003 Paris.

une première étonnante et percutante !

Roland Agret
avec le groupe Laeta
(en première partie : Roger Knobelspiess)

les vendredi 1er mars, et samedi 2 mars, à 20 h 30, le dimanche 3 mars, à 15 h 30.

(réservations au TLP : 42.74.20.50)

Marie-Josée VILAR
aux
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES
37, rue des Lombards - 75001 PARIS
Tél. 42.33.58.37

Du 6 Mars 1990 au 24 Mars 1990 à 20h 30

(SAUF DIMANCHE ET LUNDI, PRIX DES PLACES 90F ET 70F)
Locations : TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES et PUBLICO 48.05.34.08

Photo : Thierry LAVALLE

Radio-Libertaire et « Les Chroniques de l'ozone »

vous proposent ...

Une soirée de poésie en trois parties : Expression libre, signatures et discussions, avec pour invités, dix auteurs parmi les plus pertinents de notre époque...

le mardi 12 mars, de 19 h à 23 h, à L'Espace Nord, au 46, rue Quincampoix (M° Halles-Beaubourg), 75004 Paris.

Pour tout contact, téléphonez au 64.39.36.59.

FORUM
« La révolution de 1830 »
(éd. Spartacus)
avec Laurent Louessard,
le samedi 2 mars 1991, à 16 h 30,
à la librairie du Monde Libertaire,
145, rue Amelot (M° République),
75011 Paris.

RECUEIL

« Autour de la Muse Rouge »

Robert Brécy, éd. Christian Pirot

La muse ne fut pas toujours cette créature salonarde que l'on taquinait dans les sociétés littéraires, cette nunuche de vraie fausse compagne pour artistes emplumés, qui se laissait conter fleurette au milieu des petits oiseaux du bon Dieu, pendant que le peuple mourait de faim sur son fumier. Non, la muse valut souvent mieux que cette image conventionnelle qu'elle trimballe encore au pied comme un boulet, car il lui est arrivé, à la muse douceâtre et mièvre du Grand (?) siècle, de descendre dans les petits siècles, parmi le petit peuple ! Et de voir rouge ! C'est ce que nous rappelle la publication, chez Christian Pirot, d'un ouvrage qu'aucun libertaire ne saurait manquer : *Autour de la Muse Rouge*, de Robert Brécy.

De 1901 à 1939, il exista, à Paris, une Société chantante ouvrière à l'enseigne de la Muse Rouge, qui réunit des ouvriers, des employés, des boutiquiers, à côté de quelques grands de la chanson comme Jean-Baptiste Clément, Eugène Pottier ou Gaston Couté. Comme les chansonniers des fameuses « goguettes » du milieu du XIXe siècle, ces artistes, pour la plupart amateurs, écrivaient, composaient, chantaient avec ce véritable génie que donne l'enthousiasme de la révolte. Autodidactes et sans complexes, ils ne se limaient pas les ongles pour passer chez Drucker. Ils ignoraient la courbette et le rond-de-jambes, le Sept d'Or et la médaille des Arts et Lettres, et quand on les envoyait déchanter quatre ans dans les tranchées, ceux qui en revenaient étaient plus féroces encore. Ils chantaient dans les bistrots et les fêtes ouvrières des couplets anarchistes où les chefs d'Etat sont appelés « vampires » ou « assassins », c'est dire qu'ils savaient de quoi ils parlaient. Ils n'avaient pas besoin de demander à Gainsbourg ou à Jack Lang si leurs musiques étaient conformes aux canons de la mode. Depuis longtemps, ils connaissaient la musique ! Et d'ailleurs les canons, quels qu'ils soient, ils étaient contre, de toute façon. Tous pacifistes, mais sans bêler comme ces moutons de sacristie qu'on voit actuellement fricoter avec les généraux, non, pacifistes comme Lecoin. Antimilitaristes. Tous persuadés que la chanson n'est pas faite pour mourir en chantant. Tous persuadés que la rengaine des discours politiques, c'est du très mauvais refrain pour va-t-en-guerre qui n'y va pas. Tous admirables d'intelligence et de finesse, de ce talent qu'on n'apprendra jamais à l'école, mais qu'on se forge dans la vie quand on a décidé de ne pas marcher droit !

> « Sébastien Faure chantait "*avec une voix harmonieuse de ténor*" »

Et puis, on découvre tellement de choses dans ce livre ! Que Sébastien Faure chantait « *avec une voix harmonieuse de ténor* » et que des professionnels enviaient la « pureté de sa diction ». Que Gabriello, Noël-Noël, Pierre Dac et Robert Rocca ne dédaignèrent point faire rougir leur muse. Que Jacques Grello, le découvreur de Georges Brassens, y fit ses premiers pas d'anarchiste.

Toute l'histoire de la Muse Rouge, ce groupe de poètes et chansonniers révolutionnaires, socialistes, libertaires, libres penseurs, réfractaires, est retracée dans l'ouvrage de Robert Brécy, qui est un étonnant travail d'érudition. Comment, en effet, retrouver les œuvres de tous ces « artistes » qui n'avaient guère le souci de faire carrière et qui refusaient même le dépôt légal ?

Malgré toutes ces difficultés, Robert Brécy est parvenu à rassembler un nombre impressionnant de textes, de partitions, d'illustrations, de biographies, pour que ces « mal-pensants » et ces « interdits de l'histoire » revivent à notre époque, où de pseudo artistes avec des tronches de premiers de la classe, voudraient nous faire croire qu'un chanteur c'est un larbin de multinationale par Top 50 interposé.

L'éditeur, Christian Pirot, est un dangereux récidiviste, qui s'est déjà signalé à maintes reprises par de sulfureuses publications, comme les poèmes de l'antimilitariste centenaire Eugène Bizeau, illustrés par Cabu ou *La Révolution en chantant* du même Robert Brécy.

Christian Pirot, un éditeur à surveiller de près !

Guimou de la Tronche

N.B. : Autour de la Muse Rouge sera en vente au prix de 320 F. En attendant, vous pouvez le commander pour 280 F à Christian Pirot (Association), 13, rue Maurice -Adrien, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire. Vous ne regretterez pas vos trois cents balles, ça les vaut largement !

RENDEZ-VOUS

AUCH
Il existe un groupe FA sur Auch (Gers) et ses environs. Pour le contacter écrivez aux Relations intérieures qui transmettront.

LA TOUR-DU-PIN
L'association « Contre-Courant », le groupe FA de Bourgoin-Jallieu et la liaison FA de La Tour-du-Pin (Isère) organise une conférence d'information contre la guerre du Golfe : « Réflexions sur le nouvel ordre géopolitique mondial », avec Philippe Pelletier comme intervenant. Cette conférence se tiendra le samedi 2 mars, à 20 h 30, au Centre social, salle Emile-Romanet, à La Tour-du-Pin.

NIMES
Le groupe Henri-Marius organise le samedi 9 mars, à 14 h 30, au Centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes, une réunion-débat sur le thème : « Objection à la guerre ». Entrée libre.

PARUTIONS

ENVELOPPE
Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PRESSE
Le numéro 76 (février 1991) de *Contre Vents et marées* vient de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F. On peut s'y abonner pour 50 F, en écrivant à « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

PRESSE
Le n° 4 du journal *la Troche*, du groupe libertaire aubois (dont est partie prenante la liaison FA) est paru. Pour l'obtenir écrivez au : GREL, BP 47, 10500 Brienne.

CALENDRIER
Le groupe Humeurs Noires de Lille diffuse un calendrier anarchiste berlinois : « Notre loi, c'est la liberté... notre patrie, le monde ». Prix 30 F (port compris). On peut le commander en écrivant à « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ALDIR.

AFFICHE
Le groupe Humeurs Noires nous indique que l'affiche franco-belge « La guerre qu'on voit danser le long des golfes clairs a des reflets d'argent... » est de nouveau disponible. Prix : 5 F l'unité, 1 F les 10 exemplaires, 0,50 F plus de 10 ex. et 0,25 F plus de 50 ex. On peut le commander en écrivant à « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ALDIR.
Cette affiche est également en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PRESSE
Les groupes Dolce Farniente et Milly-Witkop de Nantes nous indiquent la parution du n° 13 du *Farfadet*. Au sommaire on trouve : l'écologie, le végétarisme, le tiers monde... Ce n° est en vente au prix de 5 F au « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est en vente également à la librairie du Monde Libertaire.

Où nous joindre

En raison des événements tragiques du Golfe, la FA appelle à la mobilisation contre la guerre. Pour nous joindre, voici une liste de groupes, où vous sera communiqué ce qui peut être mis en œuvre pour résister à la vague belliciste (signalons que dans nos numéros précédents six listes ont déjà été publiées) :
— Angoulême (rectificatif) : pour joindre la FA, écrivez à J.-P. Bidet, 253, route de Pantourme, 16600 Ruelle ;
— Lille : une permanence de militants FA se déroule chaque samedi de 15 h à 18 h, au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1/2, reu Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65 (répondeur en cas d'absence).
— Nîmes : on peut joindre le groupe Henri-Marius en écrivant à D. Vidal, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.
— Reims : le groupe de la FA vend *le Monde libertaire*, tous les mercredis entre 12 h et 14 h, à la cafétéria de la faculté de Lettres.
Si des groupes et liaisons, qui ont des permanences, vendent le *ML*, ont une boîte postale, ne figurent pas dans nos listes publiées sur plusieurs n°s, qu'ils nous le fasse savoir. Par avance, merci !

CUN DU LARZAC

Les Assises de l'objection

Les Assises de l'objection de conscience se dérouleront du 8 au 11 mai 1991, au Cun du Larzac, à Millau (Aveyron). La lutte pour la reconnaissance de l'objection de conscience ne date pas d'hier et il est temps de tirer un bilan des efforts passés. Quel peut-être le point de convergence de toutes ces initiatives éparpillées ? Objecteurs en service civil, insoumis, réservistes, déserteurs, refuseurs de l'impôts, femmes opposées aux ordonnances de 1959, médecins, scientifiques...

Objecter au militarisme ou objecter à tout autre projet politique ou loi sociale est sans doute une nouvelle forme du droit qu'il serait intéressant d'étudier.

Les projets politiques des Etats et des institutions sont parfois d'une telle illégitimité populaire (exemple, le nucléaire, certaines obligations sanitaires et sociales, les interventions militaires...). Il est urgent de s'interroger sur les moyens d'interpellation et leur coordination.

Les thèmes présentis des Assises sont : contre les ordonnaces de 59, refuser l'impôt, l'objection à tout moment, l'objection dans la réserve, pour l'abrogation du protocole armée-éducation, l'objection scientifique, « On arrête tout ! », l'Eurotour, l'objection à l'étranger.

Les intervenants sûrs sont : le Mouvement des objecteurs de conscience, le Mouvement pour une alternative non-violente, l'Union pacifiste de France, Service civil international, Résistance internationale des femmes à la guerre.

Les Assises de l'objection peuvent être jointes au Cun du Larzac, 12100 Millau. Tél. : (16) 65.60.62.33.

Pierre Le Bon

Le dessin de la semaine

Edition d'affiche

Une affiche vient d'être éditée par le groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis. Prix : 5 F l'unité et 1,20 F les 10 exemplaires minimum .
En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Amis lecteurs

Voici la suite des souscriptions au *Monde libertaire* parue dans notre dernier numéro.

Souscriptions de novembre :
RAYMOND A. : 800 F, GENARD M. : 60 F, ANTON N. : 60 F, OLIVERA R. : 60 F, ACHARD P. : 60 F, TARMEN J-D. : 100 F, VILLER R. : 6060 F, PAGEAUD J. : 110 F, MILLOT G. : 230 F, CUNY G. : 60 F, DUCAT M. : 60 F, DUFRESNE L. : 30 F, NOWAK P. : 30 F, BLANC L. : 60 F, CLAMENS J-P. : 60 F, SOLERI P. : 60 F, PLANAS H. : 710 F, FOUCHER L. : 60 F.
Total de novembre : 8670 F.

Souscriptions de décembre :
AURIL R. : 60 F, AUGUSTE P. : 100 F, LARSEN C. : 210 F, ARNAUD P. : 60 F, GARCIA A. : 210 F, BARRAUD R. 60 F, LESUR W. : 60 F, SCHILLER P. 60 F, MALFANT L. : 210 F, FOURCADE P. : 60 F, MASSAGUE : 710 F, JUSTINE R. : 60 F, ROBERT A. : 60 F, LEROUX F. : 100 F, BELLATON M. 60 F, MILLIE R. : 60 F, ROUY M. : 60 F, BONNAFOUS : 60 F, DESTRUHAUT J-M. : 200 F, ROSELL W. : 60 F, LABARRE J. : 60 F, NEEL J. : 160 F, LA PALLE J. : 60 F, GOURDON P. : 76 F, CHAPELIER E. : 60 F, DRAPPIER J. : 60 F, GAILLIOUT J-C. : 60 F.
Total de décembre : 3056 F.

Virements automatiques mensuels (à multiplier par quatre) :
A. CABANETTES (100 F), M. SANCHEZ (50 F), gr. BERNERI (150 F), P. BOUEY (80 F), J. CORNIC (10 F), D. COSTES (50 F), G. ESCOUBET (50 F), L. FERNANDEZ (50 F), GIRAUD-CHAVIGNER (300 F), gr. de ROUEN (50 F), G. MILLOT (20 F), J. ETCHEGOREN (100 F), G. PIVERT (25 F), L. MAGLIONE (200 F), G; MAYER (50 F), J-F. RETOU (100 F), D. CORDELET (30 F), J. SAINTIER (75 F), gr. P. BESNARD (150 F), gr. SEVRAN-BONDY (100 F), gr. SACCO-VANZETTI (100 F), Y. PEYRAUT (100 F), P. BAZIN (200 F).
Total des virements pour un mois : 2140 - frais = 1951,65 F.
Total des virements pour quatre mois : 6420 - frais = 7806,60 F.

Les administrateurs

Les initiatives contre la guerre en Ardèche

Plusieurs comités pour la paix dans le Golfe se sont créés en Ardèche, dans les localités suivantes : Vallon-Pont-d'Arc, Les Vans, Joyeuse, Aubenas, Privas, Tournon... Ils sont ouverts à tous, sans distinction de parti ou chapelle. Vous pouvez les contacter à :

– Aubenas, tous les lundis, à partir de 20 h 30, salle Marcel-Gimond, à l'Hôtel-de-Ville ;

– Les Vars, tous les mardis, à partir de 20 h 30, à la Mairie.

Pour tout renseignement complémentaires, contacter le Comité pour la paix d'Aubenas, c/o MRAP, Centre culturel Le Bournot, 07200 Aubenas, ou le Cercle d'études sociales (CES), BP 15, 07170 Villeuneuve-de-Berg.

Par ailleurs, à l'initiative des organisations suivantes : FA, Libre Pensée, CGT, FEN, MRAP, Les Verts, PCF, LCR... une manifestation départementale pour l'arrêt de la guerre est organisée le samedi 9 mars, à 15 h, au Teil. Rendez-vous devant la gare.

Groupe anarchiste d'Aubenas (CES, BP 15, 07170 Villeuneuve-de-Berg)

SOMMAIRE

PAGE 1 : Sanglants « exploits », « Révisionnisme » : le nouvel antisémitisme, Editorial.
PAGE 2 : « Révisionnisme » : le nouvel antisémitisme.
PAGE 3 : Les rues Louis Lecoin, Mouvement de femmes contre la guerre, Six heures contre la guerre à Saint-Etienne, En bref, Gilles Perrault censuré par Jean Lecanuet, à Rouen.
PAGE 4 : Le Proche-Orient : un enjeu capital pour l'impérialisme, Insoumission civile et militaire.
PAGE 5 : Le Proche-Orient : un enjeu capital pour l'impérialisme (suite de la page 4).
PAGE 6 : Histoire du mouvement anarcho-syndicaliste portugais, La FAM Bulgare, Une ONU alternative en Suisse, Albanie : le dernier tombeau, Chili : bilan d'une première solidarité.
PAGE 7 : Sélection R.L., Gil : « Et si on passait à autre chose ? », Autour de la Muse Rouge.
PAGE 8 : Où nous joindre, Les Assises de l'objection, Amis lecteurs, Le dessin de la semaine, Infos FA.